



Distr.: LIMITEE

319414
C.2

CEA/TNG/CDSR/CIE/XVI/11
Mars 2001

Original: FRANÇAIS

NATIONS UNIES
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre de développement sous-régional
pour l'Afrique du Nord (CDSR)

Seizième réunion du Comité intergouvernemental d'experts

Tanger (Maroc)
13-16 mars 2001

RAPPORT

I. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La seizième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) du Centre de développement sous - régional pour l'Afrique du Nord s'est tenue du 13 au 16 mars 2001, à l'Hôtel Minzah, Tanger, Maroc.

La séance d'ouverture a été particulièrement rehaussée par la présence de Mr. Abdesselam Znined, Ministre des Transports et de la Marine Marchande du Royaume du Maroc, et de Mr. Moulay Mehdi Alaoui, Wali de la Wilaya de la région Tanger – Tétouan, Royaume du Maroc.

2. Ont participé à la réunion les représentants des pays membres suivants: Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie.

3. Ont également assisté à la réunion, en qualité d'observateurs, les représentants des organisations nationales, sous - régionales, régionales et internationales suivantes: Arab Authority For Agricultural Investment and Development (AAID), l'Association des organisations africaines de promotion commerciale (AOAPC), le Centre africain de recherche appliquée et de formation en matière de développement sociale (CAFRADES), l'Organisation arabe pour le développement agricole (OADA), la Banque islamique de développement (BID), la Banque Mondiale, le Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement (CAFRAD), le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC), l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), Nations Unies - Genève, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'agriculture (FAO-Maroc), Le Bureau sous - régional de la FAO pour l'Afrique du Nord (FAO/SNEP-Tunisie), le Programme alimentaire mondial (PAM-Maroc), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD-Maroc), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD-Tunisie), African Futures/PNUD, l'Union du Maghreb Arabe (UMA), et la Chambre Française de commerce et d'industrie au Maroc. Les délégations régionales du Gouvernement du Maroc à Tanger étaient aussi présentes.

Le corps diplomatique était aussi présent : le Consul général de France, le Consul honoraire de Hongrie et le Consul honoraire du Pérou.

4. La liste des participants figure à l'annexe de ce rapport.

II. OUVERTURE DE LA REUNION (point 1 de l'ordre du jour)

5. Dans son allocution d'ouverture, le Président de la XV session du CIE, M. Abdelkrim Hajji, a vivement remercié le Royaume du Maroc pour son aimable hospitalité. Il a aussi remercié les membres du Comité intergouvernemental d'experts de la XV session pour les efforts déployés pour le succès de ses activités. Il a aussi adressé ses remerciements à M. Rezig, Directeur du CDSR-AN, ainsi qu'au Représentant résident du Programme des Nations Unies au Maroc et Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Maroc, M. Bouna Sémou Diouf, pour leurs contributions actives à la réussite des travaux du CIE.

6. Il a tenu à souligner l'importance des thèmes que le CIE aura à traiter durant cette session, comme ceux de l'investissement, de l'emploi et des études prospectives, lesquels requerront une attention particulière de la part du CIE. Il a enfin exprimé sa certitude que cette réunion aboutira à des recommandations concrètes et efficaces pour les pays de la sous - région.

7. M. Abdelouahab Rezig, Directeur du CDSR-AN, a transmis au Comité le message de Monsieur K.Y. Amoako, Secrétaire-Général adjoint des Nations Unies et Secrétaire Exécutif de la Commission économique pour l'Afrique à l'occasion de la tenue de la XVI réunion du CIE à Tanger.

8. Dans ce message, M. Amoako a exprimé ses vifs remerciements à Sa Majesté le Roi Mohammed VI et à son Gouvernement pour l'hospitalité réservée à tous les participants à cette réunion et au CDSR-AN. Il a aussi exprimé son engagement personnel et celui de la CEA à mieux servir le continent Africain.

9. Il a souligné que le renforcement des centres sous- régionaux de développement, lequel s'est effectué dans le cadre de la réforme de la CEA, a pour objectif de permettre aux CDSRs de servir les Etats Membres avec une efficacité, une pertinence et un impact plus grands. Le renforcement du CDSR-AN a comme effet son implication dans l'organisation de nombreuses initiatives, entamées au niveaux continental et international.

10. Dans ce contexte, le Secrétaire Exécutif de la CEA a vivement remercié les Etats Membres pour leurs apports au renforcement du CDSR-AN. Il a particulièrement apprécié la présence, à la séance d'ouverture de la XVI session du CIE, de M. Abdesselam Znined, Ministre des Transports et de la Marine Marchande du Royaume du Maroc, et de M. Moulay Mehdi Alaoui, Wali de la Wilaya de la région Tanger-Tétouan.

11. Il a mis en exergue que pour la CEA, l'intégration régionale est une composante essentielle de la stratégie de développement économique et social de l'Afrique. Il a noté avec fierté l'accélération du processus d'intégration régionale en Afrique et a informé le Comité que le thème de l'intégration a été retenu pour le Forum africain sur le Développement prévu pour 2001.

12. Il a noté avec optimisme qu'au niveau de l'Afrique du Nord, l'Union du Maghreb Arabe est sur le point d'entamer un nouveau dynamisme et a exprimé ses plus chers souhaits pour que L'UMA soit prête à jouer pleinement son rôle dans l'interaction des diverses dimensions de l'économie mondiale afin que les peuples de la sous-région puissent profiter davantage des opportunités offertes. Il a noté la solide volonté qui anime les Etats membres de l'UMA de voir se réaliser l'intégration du Maghreb.

13. Pour la CEA, l'un des moyens les plus efficaces de soutien aux activités sous-régionales est la coopération avec les groupements sous-régionaux. Le Secrétaire Exécutif de la CEA a ainsi rendu hommage, au Secrétaire Général de l'UMA et au Représentant résident du PNUD et Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Maroc, pour avoir convenu d'un communiqué sur la coopération CEA/PNUD/UMA à Rabat, le 22 juin 2000, avec son adjointe.

14. Tout en notant que l'ordre du jour touche à des questions importantes, il a particulièrement mis en relief deux aspects qui seront traités par le CIE. En ce qui concerne le premier, le Forum sur l'investissement en Afrique du Nord, il a exprimé son souhait que l'examen des activités du Centre et de son programme de travail, puisse permettre au CIE d'aboutir à des propositions claires en vue d'assurer la concrétisation de ce projet. En ce qui concerne le deuxième aspect, les études prospectives à long terme pour l'ensemble de la sous - région, il a aussi souhaité que le CIE puisse examiner les modalités concrètes de réalisation de ces études.

15. Il a conclu son message en exprimant sa conviction que le CDSR-AN fournira toute l'assistance requise et en souhaitant plein succès aux travaux du CIE.

16. Dans son allocution, M. Bouna Sékou Diouf, Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Maroc a d'abord remercié M. Rezig, Directeur du Centre de développement sous - régional de la CEA pour l'Afrique du Nord (CDSR-AN) pour son invitation à participer aux travaux du CIE. Il a aussi remercié M. le Wali de la région Tanger-Tétouan pour son appui continu au Système des Nations Unies.

17. Il a continué en soulignant la présence de Son Excellence M. Abdesselam Znined, Ministre des Transports et de la Marine Marchande, laquelle constitue une marque supplémentaire de considération que les plus hautes autorités du Royaume du Maroc attachent au renforcement de la coopération sous - régionale. Il a aussi saisi l'occasion pour saluer la contribution intellectuelle du CDSR-AN aux activités de coordination de l'équipe des Nations Unies au Maroc et notamment dans le cadre de l'élaboration du Plan-Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) pour la période 2002-2006.

18. En ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations adoptées par le CIE lors de sa XVème session, il a informé qu'à la suite de discussions avec le CDSR-AN et l'UMA en vue d'identifier les voies et les moyens d'une coopération

tripartite fructueuse et durable, un mémorandum d'accord a été signé le 22 juin 2000 à Rabat. Dans ce celui-ci, la CEA, Le PNUD et l'UMA ont confirmé leur disponibilité à promouvoir la coopération tripartite en conjuguant leurs expertises et leurs moyens en vue d'appuyer les efforts d'intégration déployés par les pays membres de l'UMA.

19. En ce qui concerne les thèmes de la réunion, il a noté que ceux-ci reflètent le sens de la perspective et la vision globale des représentants des pays membres. Il a aussi noté que ces thèmes rejoignent les préoccupations mises en exergue par le deuxième Bilan Commun de Pays du Maroc qui a été finalisé en tant que document préparatoire du Plan-Cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) pour la période 2002-2006.

20. Le Représentant résident du PNUD au Maroc et Coordonnateur résident du système des Nations au Maroc a remarqué que malgré des progrès substantiels enregistrés au niveau du développement humain pour la majorité des pays de l'Afrique du Nord tels que reflétés par l'amélioration de l'indice de développement humain, les performances économiques et sociales demeurent en grande mesure tributaires de l'évolution de l'environnement international. A cet égard, il a noté que le processus irréversible d'intégration des économies des pays de l'Afrique du Nord à l'économie mondiale accentuera encore plus l'impact de l'instabilité de l'environnement international et, ainsi, le poids des facteurs exogènes sur le développement et partant une aggravation de la pauvreté et du chômage.

21. L'objectif adopté par les Etats Membres lors du Sommet du Millenium en Septembre dernier à New York de réduire la pauvreté à moitié en 2015 met une très grande responsabilité sur nous tous, a-t-il souligné. Il s'agit en effet de réduire un nombre de pauvres qui ne cesse d'augmenter avec la détérioration de l'environnement international.

22. Pour cela, il sera nécessaire d'aborder multiples questions comme celles de l'équité en genre, de l'eau et de l'environnement pour permettre de lutter efficacement contre l'extension de la pauvreté et pour la réduction des disparités économiques et sociales.

23. Dans cette perspective il a rappelé qu'il est communément admis que l'accès des populations défavorisées au crédit peut contribuer de manière significative à l'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leurs familles. A cet égard, il a informé de la mise en œuvre de l'initiative MicroStart lancée par le PNUD en 1998 au Maroc laquelle a permis de promouvoir le secteur naissant de la micro-finance et de renforcer ses capacités techniques.

24. Il a aussi souligné que le Maroc est un des rares pays disposant d'un cadre légal pour la régulation de l'activité de micro-finance. Il dispose aussi d'une structure ministérielle en charge de la promotion et du développement de la petite et moyenne entreprise, et a également mis à la disposition du secteur de la micro-finance des ressources importantes à travers le Fonds Hassan II.

25. Il a enfin souligné que le PNUD ainsi que l'ensemble des organisations du système des Nations Unies, restent disposés à apporter leur contribution au CDSR-AN et a exprimé le souhait de plein succès aux travaux du Comité.

26. Dans son allocution d'ouverture, le Ministre des Transports et de la Marine Marchande du Royaume du Maroc, M. Abdesselam Znined a exprimé son plaisir à ouvrir officiellement les travaux du CIE, et a rendu hommage au CDSR-AN et à son Directeur, M. A. Rezig.

27. M. le Ministre a relevé que l'importance de la réunion du Comité intergouvernemental d'experts s'inscrit aussi dans le contexte de la globalisation. Il a souligné l'existence d'une plus grande prise de conscience des effets négatifs que la mondialisation peut avoir sur les niveaux de vie, et de la nécessité d'une nouvelle voie économique. Il a alors mis en relief l'importance qu'accorde le Royaume du Maroc à la complémentarité économique et financière pour faire face à la pauvreté et à la marginalisation.

28. En ce qui concerne l'intégration, il a rappelé le retard qu'accuse l'Afrique du Nord par rapport aux autres sous - régions du continent africain, et a exprimé le souhait que les travaux du CIE puissent contribuer aux efforts d'intégration de la sous - région.

29. Par ailleurs, il a mis en exergue l'importance du rôle de la femme dans le développement durable, dans le cadre des préceptes de notre noble religion, laquelle octroie des droits à la femme.

30. Il a aussi noté que les forts déséquilibres entre les zones rurales et urbaines provoquent des tensions au niveau du marché du travail et de la consommation.

31. Tout en relevant l'importance de la question de l'eau, M. le Ministre a retracé l'évolution des systèmes monétaires et financiers en Afrique du Nord, notamment de leurs réformes, dans le processus de libéralisation. A ce titre, il a suggéré au CIE de considérer la possibilité d'entreprendre une étude qui aurait pour objet une évaluation de ces réformes et la mise en valeur des éléments les plus novateurs.

III. ELECTION DU BUREAU (point 2 de l'ordre du jour)

32. La réunion a élu le bureau lequel se compose des membres suivants :

- Président : Algérie
- Vice-président : Soudan
- Rapporteur : Libye

IV. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX (point 3 de l'ordre du jour)

33. L'ordre du jour a été adopté tel qu'il a été proposé (voir en annexe ordre du jour de la réunion).

V. RAPPORT SUR LE SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA XVème REUNION DU CIE (Point 4 de l'ordre du jour)

34. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le document CEA/TNG/CDSR/CIE/XVI/2 intitulé « Rapport sur le suivi des recommandations de la XVème réunion du CIE » a été soumis pour examen au Comité. Le document passe en revue les recommandations de la XVème session du CIE et donne un compte rendu des actions de suivi entreprises par le CDSR.

35. Dans sa présentation, le Directeur du Centre, M. A. Rezig, a informé le CIE des progrès accomplis dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du 15ème CIE. Concernant en particulier l'organisation du Forum sur l'investissement en Afrique du Nord, il a rapporté les actions entreprises et souligné les nombreux contacts pris avec divers partenaires de la sous - région y compris des chambres de commerce, des organismes donateurs et autres institutions internationales. Il a par ailleurs informé la réunion de la réponse favorable de la Banque islamique de développement (BID) à la requête de contribution financière. Le Directeur du Centre, après avoir vivement remercié cette dernière, a noté que cette contribution ne représente qu'une fraction du budget estimé du Forum et porte sur l'exercice 2001. Il a invité les délégations à statuer sur l'ampleur que les Etats Membres souhaitent donner à l'événement, sur les date et lieu du Forum, et les possibilités de leurs contributions.

36. Le Comité a réitéré son soutien à la tenue du forum sur l'investissement. Il a été demandé au CDSR de préparer une note d'information laquelle sera adressée aux Etats membres précisant les progrès réalisés par le CDSR dans la préparation du forum. Les Etats membres continueront d'examiner les différentes possibilités de contribution à l'organisation du forum. Ce dernier sera organisé à Tanger si dans deux mois aucun pays de la sous - région ne se propose pour sa tenue dans son pays.

37. Il a de même informé des démarches effectuées par le CDSR pour l'organisation du séminaire de formation pointue sur « Les méthodes et outils de gestion des risques de taux de change et de taux d'intérêt liés à la dette extérieure ». La délégation de l'Algérie a annoncé que son pays est disposé à abriter le séminaire ayant pour objet « La conversion des dettes en investissements » et que les modalités concrètes seront étudiées avec le CDSR. La réunion a exprimé sa satisfaction pour l'offre faite par le gouvernement algérien.

38. La contribution exceptionnelle des autorités libyennes et du CAFRADES à l'organisation de la Conférence sous-régionale sur la lutte contre le SIDA en Afrique du Nord, en préparation au Forum pour le développement de l'Afrique (ADF 2000), a été mentionnée par le Directeur.

39. A l'issue des débats et des discussions, le CDSR et son Directeur, M. Rezig, ont été félicités par les délégations pour les efforts déployés pour le suivi des recommandations du CIE. De même, des propositions concrètes ont été formulées pour être intégrées dans le programme de travail du CDSR.

40. Concernant la question du financement des activités du CDSR, les délégations ont invité le Centre à explorer la possibilité de solliciter des contributions en nature aux Etats membres. Elles ont par ailleurs suggéré que le CDSR communique à tous les Etats membres les fiches techniques des diverses séminaires prévus par le centre afin de leur permettre de décider de leur contribution en connaissance de cause. ✓

41. La réunion a salué la coopération exemplaire entre le CDSR et le Bureau du Coordonnateur résident du système des Nations unies au Maroc et a exprimé son appréciation de l'offre par le Coordonnateur résident d'assister à la création de la page électronique du CDSR-AN. ✓

Comité de pilotage des études prospectives à long - terme

42. Concernant le suivi de la recommandation sur la création du Comité de pilotage des études prospectives à long terme, la réunion a été informée par le CDSR que des lettres ont été adressées aux Etats membres les invitant à désigner leurs représentants. A ce jour, trois pays à savoir l'Algérie, le Maroc et la Tunisie ont officiellement désigné leurs représentants. La réunion a également été informée que le CDSR a préparé les documents nécessaires pour la tenue de la réunion sur la mise en place du Comité de pilotage.

43. L'Egypte a communiqué le nom de son représentant en attendant sa confirmation selon la procédure officielle. La délégation du Soudan a annoncé que la nomination du représentant de son pays sera communiquée au CDSR durant la réunion.

44. Le CIE a convenu que le Comité de pilotage sera constitué conformément à la décision de la réunion du CIE lors de sa quinzième session. Les Etats membres n'ayant pas encore désigné leurs représentants respectifs au Comité de pilotage pourront le faire dans le courant du mois à venir. Le comité sera alors constitué.

Présentation de la Commission économique pour l'Afrique - Unité de Coordination des CDSR - « Le point sur les principaux programmes et initiatives de la CEA , note trimestrielle 2001 »

45. La présentation qui était de nature informative a eu essentiellement pour objet les initiatives visant l'établissement de partenariats pour le développement de l'Afrique, la mise en œuvre de projets pilotes portant sur la reconstruction et le développement de pays affectés par des conflits, le renforcement des capacités du secrétariat de la Commission et les principales manifestations prévues pour l'année 2001.

46. Les initiatives relatives à l'établissement de partenariats pour le développement de l'Afrique ont porté sur l'élaboration du Cadre du programme de partenariat de la CEA, le Forum pour le développement de l'Afrique (FDA/ADF), le Forum africain des réseaux de connaissances (AKNF), la « Grande Table » des pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) et des pays africains, les consultations de partenariat avec le Département du développement international du Royaume Uni, la Consultation régionale de haut niveau sur le financement du développement et les pays les moins avancés et le Nouveau Pacte mondial avec l'Afrique.

47. Le Forum pour le développement de l'Afrique a pour vocation de présenter aux principaux acteurs du développement de l'Afrique (gouvernements, société civile, chercheurs et universitaires, organisations intergouvernementales et donateurs) les résultats des travaux de recherche en cours ainsi que des avis sur les principales questions de développement, dans le but d'établir des priorités et des objectifs communs, d'élaborer des programmes d'action et de définir l'environnement le plus propice à la mise en œuvre par les pays africains de ces programmes. Le Forum pour le développement de l'Afrique (ADF 2000), lequel a eu pour thème « Le SIDA : un défi sans précédent pour les dirigeants », s'est achevé avec l'adoption du Consensus et du Plan d'action africains.

48. Le Comité a également été informé que, suite à la Réunion consultative régionale de haut niveau sur le financement du développement et à la Réunion préparatoire de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA), la huitième Session de la Conférence des ministres africains des finances a publié deux déclarations ministérielles, l'une sur le financement du développement et l'autre sur les pays les moins avancés. L'un des principaux résultats de la Conférence sur le financement du développement a été l'adoption de la proposition du Secrétaire exécutif de la CEA d'un Nouveau Pacte avec l'Afrique. Selon les termes de ce Pacte, les pays développés investiraient les ressources nécessaires, apporteraient une aide, allégeraient la dette et ouvriraient leurs marchés, pour relancer les économies africaines. De son côté, l'Afrique devrait pouvoir mettre en œuvre les réformes politiques et économiques nécessaires pour assurer son décollage économique.

49. En ce qui concerne les projets de reconstruction et de développement de pays sortant de conflits, il a été fait mention de l'initiative pour les pays du bassin du fleuve Mano et de l'Initiative conjointe CEA/Banque mondiale/Coalition mondiale pour l'Afrique/PNUD pour la région des Grands Lacs.

50. La présentation relative au processus de renforcement des Capacités de la CEA a eu essentiellement pour objet la Campagne de recrutement de l'an 2000, lancée au cours du premier trimestre de l'an 2000 pour pourvoir 55 postes au sein de la Commission.

51. Après la présentation des principales manifestations prévues pour 2001 le Chef de l'Unité de coordination des CDSRs a invité les membres du CIE à consulter les sites Internet de la CEA et de se procurer les documents publiés auprès de la direction du CDSR.

52. Les délégations ont exprimé leur appréciation des initiatives récentes entreprises par la CEA ainsi que de la qualité de la note d'information qui leur a été distribuée. Certaines délégations ont néanmoins souligné le fait que le fardeau de la dette continue de compromettre la relance économique, le développement de l'Afrique et l'aide technique au développement. Elles ont rappelé que le problème de l'endettement est structurel et que le rééchelonnement n'en est pas la solution. De plus, elles ont exprimé leurs préoccupations quant au comportement des créanciers qui d'une part, continuent à considérer l'attitude de l'Afrique comme étant une attitude politique et que d'autre part, la solution de la dette ne se trouve qu'au sein des Clubs de Paris et de Londres. Elles ont, par conséquent, suggéré que la CEA poursuive les efforts en vue de la recherche de solutions appropriées à cette question. Elles ont par ailleurs noté qu'il serait souhaitable que les sites internet de la CEA, et plus particulièrement celui du CDSR pour l'Afrique du Nord, soient plus régulièrement actualisés aux fins de leur exploitation en temps réel.

VI. ETUDE DES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE DU NORD 2000 *(point 5 de l'ordre du jour)*

53. Le CDSR a présenté le document CEA/TNG/CDSR/CIE/XVI/3 intitulé "Etude des conditions économiques et sociales en Afrique du Nord 2000". Il a noté que le document a été préparé sur la base des recommandations de la 15ème réunion du CIE, notamment en ce qui concerne la demande que tout rapport futur devrait avoir un thème de base qui serait utilisé de manière transversale dans l'analyse.

54. Le CDSR a indiqué que le rapport a pris la fin du siècle, l'an 2000, comme point de départ de son étude. Globalement, il y eu une redéfinition de la théorie du développement; la mondialisation, la régionalisation et la localisation; la redéfinition des règles du système du commerce mondial; une nouvelle architecture financière et de nouvelles technologies de l'information et de la communication. La performance relative des pays d'Afrique du Nord les situe au-dessus de la moyenne Africaine. Cependant, il faut accorder une attention particulière à quelques

indicateurs comme les taux d'analphabétisme et l'investissement étranger direct dans la sous-région.

55. La structure macro-économique indique que les économies de la sous-région restent toujours influencées par trois facteurs à savoir les conditions climatiques, l'environnement international, notamment les prix du pétrole, et l'état des réformes économiques. Les modes de consommation varient largement entre les pays de la sous-région. De manière générale, les exportations n'ont pas augmenté en pourcentage du PIB et restent toujours sensibles aux facteurs externes. Les principales dimensions structurelles des secteurs de l'économie ainsi que des secteurs sociaux ont aussi été soulignées.

56. Durant le débat, la réunion a félicité le CDSR pour la qualité du rapport et a souligné l'utilité de l'analyse structurelle tout en indiquant que celle-ci pourrait être accompagnée d'une analyse de la situation actuelle (situation conjoncturelle). De plus la réunion a suggéré que le rapport mette en relief les défis auxquels la sous-région fait face ainsi que les mesures politiques appropriées. Le rapport devrait aussi se pencher sur les réalisations des différentes stratégies et programmes africains.

57. La réunion a mis l'accent sur l'existence de documents susceptibles d'enrichir le rapport. A titre d'exemple, le Maroc a achevé l'élaboration du Plan de développement économique et social (2000-2004) et a procédé à une analyse structurelle approfondie de son économie pour les 20 dernières années. La réunion a rappelé que le CDSR a commencé à faire appel à des correspondants nationaux en vue de le tenir informé des différentes activités en cours dans les pays membres. Le système de correspondants est considéré comme un instrument indispensable pour assurer la coordination entre le CDSR et les pays Membres. C'est dans ce sens que le Comité de pilotage jouera un rôle pour développer et enrichir l'étude économique et sociale de la sous - région. Il a été suggéré aux Etats membres de faire parvenir au CDSR toutes les études qu'ils ont élaborées.

58. La réunion a également abordé certains éléments contenus dans le rapport. C'est ainsi que concernant l'épargne, il aurait été plus judicieux d'analyser l'épargne nationale par opposition à l'épargne intérieure puisque les transferts effectués par les nationaux de la sous-région travaillant à l'étranger constituent une composante importante de l'épargne nationale totale.

59. La question de l'intégration sous-régionale aurait dû être traitée dans le rapport en raison de ses retombées structurelles, comme la taille du marché. Les coûts subis par certains pays en raison de facteurs et politiques externes comme les embargos et les sanctions auraient également dû être pris en considération dans le rapport. De plus, la comparaison avec d'autres sous-régions n'aurait pas dû se limiter seulement à l'Afrique mais s'étendre à d'autres régions développées et en développement.

60. La réunion a recommandé de soumettre le rapport à l'examen du Comité de pilotage des études prospectives à long terme, lequel devrait l'enrichir et s'en servir comme document de travail.

61. Durant les débats, le représentant de la Division des politiques économiques et sociales de la Commission économique pour l'Afrique a souligné l'importance cruciale que revêt l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique du Nord. Il a indiqué que ce rapport constitue une contribution importante au Rapport économique sur l'Afrique, l'une des principales publications de la CEA. Il a aussi précisé que le Rapport économique sur l'Afrique est l'un des principaux outils utilisés par la CEA pour la formulation de son programme de travail et de politiques car il est élaboré sur la base des recherches et des connaissances les plus récentes et comprend une analyse des questions de développement et des défis auxquels le Continent est confronté.

62. Afin de mettre en relief l'importance du Rapport économique sur l'Afrique dans l'élaboration de politiques, il s'est référé au Rapport de 1999 portant sur la réduction de la pauvreté lequel a largement contribué à influencer la réunion du G7 tenue à Cologne, notamment en ce qui concerne l'appui à l'Initiative des pays pauvres très endettés. A cet égard, il a réitéré l'importance de l'étude de qualité produite par le CDSR, dans la formulation de politiques, et a souligné la grande importance que la CEA lui accorde. Il a également apprécié les observations présentées par les délégations notamment celles du Maroc, de la Tunisie, de la Libye et de l'Egypte en vue d'enrichir le rapport sous-régional.

63. Il a également informé la réunion que le Rapport économique sur l'Afrique pour l'année 2001 traitera du développement durable en Afrique, en vue de la prochaine conférence de « Rio + 10 ». Il a noté que ce rapport sera enrichi d'une analyse approfondie du développement économique et des questions connexes dans certains pays africains et a sollicité à cet égard la coopération des Etats membres du CIE dans le domaine de l'information.

VII. LES ETUDES PROSPECTIVES A LONG TERME ET EMPLOI EN AFRIQUE DU NORD : PHASE I *(point 6.1 de l'ordre du jour)*

64. Le CDSR a présenté le document CEA/TNG/CDSR/CIE/XVI/4 sur « Les études prospectives à long terme et emploi en Afrique du Nord: phase I ». Il a noté que cette étude devait initialement être entreprise dans le cadre des études prospectives à long terme pour se servir des résultats des scénarios à long terme et des prévisions nationales sur les modèles de croissance économique que ces études devraient produire. Toutefois, dans la mesure où ces études n'ont pas encore été amorcées, seule la phase I sur les études prospectives à long terme et l'emploi en Afrique du Nord a été menée.

65. L'étude a mis l'accent sur l'étendue et les caractéristiques du problème du chômage dans la sous-région. Pour extrapoler la demande et l'offre d'emploi

l'étude s'est basée sur les tendances démographiques et sur les tendances de l'offre d'emploi, respectivement.

66. Les tendances démographiques révèlent une baisse des taux de fécondité. Toutefois, celle-ci s'effectue en plusieurs phases distinctes, la baisse la plus rapide ayant été enregistrée dans les années 80 et la première moitié des années 90.

67. Les pays de la sous-région se divisent en deux catégories en ce qui concerne le taux de croissance démographique. D'un côté se trouvent les pays à forte croissance, presque 3 %, comme la Libye, le Soudan et la Mauritanie. De l'autre côté se trouvent les pays à croissance moyenne, ne dépassant pas 2 %, comme la Tunisie, l'Algérie, l'Égypte et le Maroc. La structure de la population est caractérisée par un grand nombre de jeunes de moins de 15 ans contre une faible population âgée de 60 ans et par un exode important de la population rurale vers les zones urbaines. Le taux de croissance de la population économiquement active étant plus rapide que celui de la population, il s'ensuit que les pressions de l'emploi sont plus fortes que les simples pressions démographiques.

68. La sous - région présente des taux élevés de dépendance - pour deux personnes actives, trois personnes au moins sont prises en charge - car les taux d'activité utilisés pour estimer la population active sont de moins de 40 % de la population totale. La structure de la population active selon le sexe a également changé avec l'augmentation du taux de participation des femmes.

69. Le CDSR a souligné que le rapport présente des projections de l'offre et de la demande en rapport avec l'équilibre du marché de l'emploi. Il a également mis en exergue deux caractéristiques du chômage, l'une qu'il affecte principalement les femmes et les jeunes, et l'autre que les différences entre les zones rurales et les zones urbaines sont clairement définies.

70. Durant les débats, le Comité a félicité le CDSR pour la qualité du rapport. Il a suggéré que l'étude aille au delà de l'extrapolation et explore différents scénarii, en particulier ceux de croissance économique, de sa durabilité et de répartition de ses fruits. Les facteurs déterminants du marché du travail devraient également être inclus dans l'étude. Du point de vue méthodologique, il aurait été judicieux de fixer un horizon avec des objectifs bien déterminés, tels que les niveaux de développement enregistrés dans d'autres sous-régions et d'élaborer ensuite des scénarii pour l'Afrique du Nord y compris ce qui prennent en considération une rupture avec le passé ou les tendances historiques. La possibilité d'élaboration d'une stratégie sous-régionale visant à lutter contre le chômage devrait être sérieusement examinée. L'idée d'organiser une décennie spéciale sur le chômage dans la sous - région a été suggérée.

71. Concernant certains aspects spécifiques de l'analyse, la réunion a estimé que l'immigration revêt une importance particulière pour la sous-région d'Afrique du Nord ; Dans ce contexte, il serait utile que l'étude adopte une perspective plus large qui inclut toute la région méditerranéenne, l'Afrique Sub-saharienne et tous les pays

voisins de l'Afrique du Nord. Une attention particulière devrait également être accordée à la question de la fuite des cerveaux.

72. Le problème de l'emploi des jeunes a reçu, à juste titre, l'importance qui lui a été accordée dans la phase I de l'étude étant donné qu'il s'agit d'un aspect crucial des questions du chômage dans la sous-région. Toutefois, la réunion a attiré l'attention sur le fait que cette question ne devrait pas être traitée d'une manière préjudiciable pour l'emploi des personnes âgées de 45 ans et plus, puisque cette tranche d'âge de la population active est dotée d'une grande expérience, assume de hautes responsabilités et des taux élevés de dépendance. Outre la question des jeunes, l'étude devrait couvrir de manière plus exhaustive les aspects sexospécifiques y compris les disparités entre l'homme et la femme en matière d'emploi. Le rôle de secteur informel aurait du faire l'objet d'une analyse plus approfondie.

73. La réunion a recommandé que la question de l'emploi dans sa globalité, y compris la phase II de l'étude, soit examinée par le Comité de pilotage des études prospectives à long terme en vue d'être traitée en tant que thème spécifique des études à long terme.

VIII. IDENTIFICATION ET ANALYSE DES METHODES ET STRATEGIES EPROUVEES POUR REDUIRE LES DISPARITES ENTRE LES SEXES *(point 6.2 de l'ordre du jour)*

74. Dans sa présentation du document CEA/TNG/CDSR/CIE/XVI/5, le CDSR a informé les délégations que le rapport analyse les meilleures mesures adoptées par les Gouvernements des pays de la sous-région pour réduire les disparités entre les femmes et les hommes. Les mesures sont classifiées selon les trois approches adoptées par les Plan d'action de Dakar (1994) et de Beijing (1995). Il s'agit des approches de l'intégration du genre, du cycle de vie et, finalement, de celle du partenariat entre les femmes et les hommes.

75. S'agissant de l'approche du genre, les pays de la sous-région l'ont récemment mise en application, lors de l'élaboration des plans nationaux de développement ou des programmes de développement sectoriels, comme ceux de lutte contre la pauvreté et contre la désertification. Ces efforts ont pu aboutir, dans certains cas, à la définition de politiques et de programmes novateurs.

76. Le rapport souligne que les efforts récemment déployés par les Gouvernements des pays de la sous - région pour intégrer la dimension genre dans les stratégies, politiques et programmes de développement sont louables car ceux-ci sont loin des pratiques qui consistaient à mettre en place des projets à caractère social pour répondre aux besoins des femmes.

77. Quant à l'approche du cycle de vie, les pays de la sous - région l'ont adoptée très tôt comme l'illustrent les politiques mises en œuvre pour permettre un accès généralisé des filles à l'éducation primaire en particulier. La santé des fillettes a

également bénéficié d'une attention particulière dans les pays où des pratiques néfastes comme les mariages précoces et les mutilations génitales perdurent.

78. Concernant l'approche du partenariat entre les femmes et les hommes, les efforts entrepris par les Gouvernements des pays de la sous - région pour changer les attitudes et les comportements des garçons et des hommes vis-à-vis des filles et des femmes, bien que louables, demeurent limités, quant à leur ampleur et leur nature.

79. De l'analyse des mesures récemment prises par les Gouvernements des pays d'Afrique du Nord pour réduire les disparités entre les femmes et les hommes il s'avère que les pays de la sous-région ont dépassé le stade de l'assistanat et des projets spéciaux et font de l'égalité entre les femmes et les hommes un moyen d'atteindre la croissance et le développement durable, à travers une intervention active et structurelle.

80. Le rapport contient aussi des recommandations de nature à renforcer et multiplier les meilleures pratiques. Parmi les recommandations générales figurent notamment celles relatives à la nécessité de poursuivre les études qualitatives et multidisciplinaires afin de mieux connaître les rapports de genre et leurs mutations et de renforcer les mesures visant à une plus grande participation des femmes dans tous les secteurs et à tous les niveaux.

81. Parmi les recommandations spécifiques figurent des activités qui pourraient être entreprises au niveau de la sous-région, notamment celles relatives à l'organisation d'une réunion ad-hoc d'experts des pays d'Afrique du Nord sur l'intégration de la dimension genre dans les politiques de l'emploi, y compris en milieu rural, et d'un atelier d'échanges entre les mécanismes nationaux pour la promotion de la femme sur les meilleures pratiques, en matière d'intégration de la dimension genre dans les stratégies de développement en Afrique du Nord.

82. Au cours du débat, les délégations ont félicité le CDSR pour la qualité du rapport. Les délégations ont retenue la proposition d'organiser une réunion ad-hoc d'experts des pays de la sous - région sur l'intégration de la dimension genre dans les politiques de l'emploi en Afrique du Nord, y compris en milieu rural. Le PNUD-Maroc a exprimé sa disposition à soutenir et contribuer à cette activité.

83. Les délégations ont souligné l'importance accordée par leurs Gouvernements à la question du genre et de l'égalité, surtout si l'on veut atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté et que l'on sait que les femmes représentent la majorité des pauvres. Dans ce contexte, quelques expériences d'intégration du genre dans les programmes de lutte contre la pauvreté dans les pays de la sous-région ont été communiquées à la réunion. L'importance accordée à cette question a été démontrée aussi par la signature par les Etats Membres de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).

84. Concernant les informations utilisées dans l'élaboration du rapport, il a été souligné le besoin d'utiliser des données actualisées. A cet égard, quelques délégations ont fait part des mesures récentes qui ont été prises pour réduire les disparités entre les sexes dans leurs pays. Entre autres, le CIE a été informé que dans la sous - région des initiatives étaient en cours pour introduire la dimension genre dans les secteurs non - traditionnels comme le logement et le commerce. Des mesures ont été aussi prises dans le domaine des médias. Toutefois, il a été rappelé que la réduction des niveaux d'analphabétisme des femmes demeure l'un des grands défis de la sous-région.

85. La réunion a souligné l'importance stratégique d'accompagner les politiques et les programmes pour la réduction des disparités entre les femmes et les hommes d'indicateurs pertinents pour en assurer le suivi et l'évaluation.

86. Les délégations ont noté le rôle crucial que les ONGs jouent dans ce domaine ainsi que les initiatives prises par les Etats Membres pour la promotion d'un plus grand rôle des ONGs.

IX. LES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIERE DE MICRO-CREDIT POUR LES FEMMES ET LES JEUNES *(point 6.3 de l'ordre du jour)*

87. Le CDSR a introduit le rapport CEA/TNG/CDSR/CIE/XVI/6 lequel correspond au point 6.3 de l'ordre du jour. Ce rapport, a-t-il souligné, présente une contribution du CDSR aux efforts entrepris par les Gouvernements des pays de la sous - région pour lutter contre la pauvreté et le chômage.

88. Dans sa présentation, le CDSR a mis en relief l'importance du micro-crédit laquelle découle aussi bien de la rapide croissance du nombre de clients pauvres qui ont en bénéficié que de l'intérêt suscité par le micro-crédit auprès des organisations internationales et régionales.

89. Les meilleures pratiques en matière de micro-crédit dans le monde sont présentées dans la première partie du rapport. Le CDSR a informé la réunion que le choix des critères de sélection des meilleures pratiques a été fait sur la base des études élaborées essentiellement par le CGAP (Groupe consultatif d'Assistance aux plus pauvres), la CEA et le PNUD. D'autres critères ont aussi servi à ce choix tels que le nombre de femmes clientes et l'impact des programmes de micro-finance sur les pauvres. La liste des institutions de micro-finance choisies dans le rapport ainsi que les facteurs communs qui ont déterminé leur succès ont été présentés au Comité.

90. La deuxième partie du rapport a pour objet l'analyse du secteur de la micro-finance en Afrique du Nord.

91. Le CDSR a procédé à la présentation des conclusions et des recommandations contenues dans la troisième partie du rapport. En ce qui concerne les premières, il convient de noter que la méthodologie de la micro - finance comme moyen de lutte contre la pauvreté peut être examinée, à la lumière des conditions des pays d'Afrique du Nord, dans la mesure où elle a fait ses preuves dans des contextes très variés, dans la plupart des pays en voie de développement. Toutefois, pour que cette examen soit fructueux des efforts supplémentaires devraient être fournis pour faire face au manque de formation et d'information en matière de micro-finance. Par ailleurs, les pays de la sous-région gagneraient à prendre des mesures pour la création d'un cadre régulateur dans une perspective de durabilité, et pour que la micro-finance répondent aux besoins des jeunes chômeurs, surtout dans les zones rurales.

92. En ce qui concerne les recommandations générales pour assurer la multiplication des meilleures pratiques en Afrique du Nord, le rapport suggère, notamment, de renforcer les ressources humaines spécialisées en la matière et de mettre en place un cadre minimum de régulation en termes de déontologie, de protection de la concurrence et de transparence. De manière spécifique, le rapport suggère quelques actions à entreprendre dans la sous-région, comme la création d'un guide des opérateurs et experts en micro-finance en Afrique du Nord et l'organisation d'une rencontre sous-régionale sur la micro-finance.

93. Durant le débat, les délégations ont félicité le CDSR pour la qualité du rapport. Les délégations ont souligné l'importance octroyée par leurs Gouvernements au micro - crédit comme instrument de lutte contre la pauvreté et le chômage. Les délégations ont aussi informé des efforts entrepris pour la promotion du micro-crédit dans leurs pays respectifs. L'expérience du programme Microstart mis en œuvre par le PNUD au Maroc a été exposée. La question de savoir s'il était possible d'adapter des expériences réussies dans d'autres contextes aux réalités des pays d'Afrique du Nord a été soulevée.

94. Les délégations ont souligné que le manque d'expérience en matière de micro-finance constitue l'un des défis les plus importants auxquels doit faire face le développement de la micro-finance en Afrique du Nord.

95. De manière générale, il a été souligné que les programmes de micro - crédit ne doivent pas se limiter à aider les pauvres à survivre, mais à les faire sortir de la pauvreté. Pour cela, il est nécessaire de faciliter la transformation des entreprises du secteur informel en petites et moyennes entreprises à travers des actions de formation et de marketing et plus de ressources financières. Toutefois, il a été mis en relief que le développement du secteur de la micro-finance a fortement contribué au renforcement des ONGs.

96. La question des taux d'intérêts a aussi été soulevée. Il a été noté que les taux élevés qui prévalent ne permettent pas aux pauvres de sortir de la pauvreté. Cependant, les subventions ne sont pas nécessaires. Il est plus important de définir des taux d'intérêts par type d'activité dans la mesure où les taux de rentabilité

varient selon le type d'activité. A cet égard, il faut aussi prendre en compte le coût administratif des programmes de micro - finance lequel continue à être élevé.

97. Les délégations ont noté que les programmes de micro-finance ne ciblent pas les jeunes généralement car ils ont eu tendance à mettre l'accent sur les femmes pauvres surtout, les jeunes chômeurs requérant une stratégie spécifique généralement liée au développement de la petite et moyenne entreprise. Les délégations ont fait état d'expériences réussies de programmes de micro - crédit octroyés à des jeunes diplômés chômeurs.

98. Les zones rurales ont aussi besoin d'un traitement et d'une mise au point spécifiques car des conditions préalables doivent être réunies avant de pouvoir y promouvoir les programmes de micro-finance.

99. Les délégations ont retenu la recommandation d'organiser un séminaire sous-régional sur la question de la micro-finance en Afrique du Nord. Le PNUD-Maroc a informé de sa disposition à y contribuer. Le projet d'élaborer un guide sur les opérateurs et experts en matière de micro-finance lequel sera préparé par le CDSR dans le cadre du plan de travail 2002-2003 a aussi été soutenu.

X. LES MEILLEURES PRATIQUES POUR LA PREVENTION ET ATTENUATION DES SITUATIONS DE SECHERESSE ET DE GESTION DE L'EAU POUR ACCROITRE LA SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DU NORD (point 6.4 de l'ordre du jour)

100. Dans sa présentation du rapport CEA/TNG/CDSR/CIE/XVI/7 le consultant M. Siddig Ahmed, a indiqué que les objectifs de cette étude sont d'une part, d'identifier et d'analyser les meilleures pratiques pour prévenir et combattre la sécheresse dans la sous-région et d'autre part, d'analyser la question de la production et de la réutilisation des eaux usées. L'étude contient aussi des recommandations qui permettrait l'élaboration d'un plan d'action sous-régional pour la réutilisation des eaux usées recyclées dans l'irrigation.

101. Il a souligné que la sécheresse est un phénomène commun à tous les pays de la sous-région. Il a également informé que le rapport contient des informations sur les pratiques efficaces de lutte contre la sécheresse développées dans la sous - région ainsi que sur des stratégies que les Gouvernements de la sous - région pourraient adoptées.

102. En ce qui concerne les eaux usées, il a informé les délégations que le rapport contient des données sur la situation actuelle de la production et de la réutilisation des eaux usées dans la sous-région, notamment dans l'agriculture. Les caractéristiques et les procédés de traitement de ces eaux ont également fait l'objet du rapport.

103. La question de la pollution de l'eau est aussi abordée dans le rapport. Les principales contraintes qui entravent la réutilisation des eaux usées en agriculture sont aussi mises en relief. Celles-ci sont d'ordre environnemental, social, réglementaire et légal, technique, économique et institutionnel.

104. Finalement, il a informé le Comité que le rapport conclut par un plan d'action sous - régional lequel comporte des études à mener sur le potentiel et la réutilisation des eaux usées dans les pays de la sous - région, l'organisation d'un séminaire sous - régional, le renforcement des capacités en matière de gestion intégrée des ressources hydriques, et la promotion de la participation des communautés aux efforts de lutte contre la sécheresse.

105. Durant le débat, les délégations ont noté que cette étude est importante car elle répond à un problème d'actualité avec des retombées socio-économiques énormes sur les populations et les économies des pays de la sous - région. Elles ont souligné que cette étude, il a été souligné, est un défi en elle - même car elle aspire à mettre ensemble une série de questions diverses et complexes. Elles ont aussi apprécié l'ébauche de plan d'action sous-régional contenue dans le rapport. Des commentaires de la part des délégations sur ce plan d'action ont été requises.

106. Cependant plusieurs délégations ont noté que des études sur le sujet ont déjà été réalisées et que des programmes de lutte contre la sécheresse ont déjà été mis en place par des institutions compétentes à l'échelle nationale et sous-régionale. Des programmes existent aussi à l'échelle des pays Arabes, notamment ceux qui sont conduits par l'AOAD. Il a donc été suggéré d'entreprendre la diffusion de ces informations. Il été fait mention notamment de la rivière artificielle en Libye et de la construction systématique de barrages au Maroc.

107. Cependant d'autres délégations ont signalé que le manque d'échange d'information sur les expériences et le savoir faire entre les pays de la sous - région est une contrainte. A cet effet, le représentant du Bureau sous - régional de la FAO (SNEA) à Tunis a informé les délégations que la FAO a préparé une base de données contenant toutes les études et rapports portant sur ce sujet. Cette base de données, qui est continuellement actualisée, est dans la page web du Bureau sous-régional de la FAO. L'adresse Internet ainsi que la liste de ces rapports ont été transmis au CDSR qui pourra les mettre à la disposition des Etats membres.

108. De même, il a été noté qu'aujourd'hui l'approche consiste à aborder les aspects autant quantitatifs que qualitatifs de la gestion de l'eau avec un accent particulier sur la gestion de la demande. Cette approche n'a cependant pas été adoptée par le rapport. Cette même approche a aussi été adoptée par la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification et par les Etats signataires.

109. Les participants ont aussi relevé que le rapport apporte plus d'analyse que de données statistiques, lesquelles ne sont pas actualisées et ne reflètent donc pas la situation présente des pays de la sous - région. De plus, dans la mesure où le rapport ne contient pas de données homogènes entre les pays, il ne permet pas des

comparaisons. Les délégations ont signalé qu'elles étaient prêtes à contribuer à l'amélioration du rapport en fournissant des données actualisées et à une version plus élaborée du plan d'action sous - régional.

110. En outre, les délégations ont relevé que le rapport mentionne beaucoup plus les techniques de lutte contre la sécheresse que les mesures de politiques qui pourraient être adoptées par les Gouvernements. Il est nécessaire en plus de prendre en considération l'importance de la participation des communautés dans les efforts de lutte contre la sécheresse, laquelle a été menée avec succès dans quelques pays de la sous - région.

111. D'autres participants ont souligné que le problème de la gestion de l'eau et de la sécheresse ne peut être présenté globalement dans la sous-région car les situations sont différentes entre les pays et requièrent, donc, des actions spécifiques. Cependant, il a été noté que, vu l'ampleur du danger présenté par la sécheresse, laquelle affecte tous les pays de la sous-région, il était important pour les pays de la sous-région d'agir ensemble.

112. En ce qui concerne les techniques de lutte contre la sécheresse, il a été noté que les questions de coûts et de taille des marchés empêchent leur généralisation auprès des producteurs agricoles. Le cas de la micro-irrigation a été signalé à cet égard. En effet, les investissements effectués par le secteur privé pour la promotion de la micro-irrigation n'ont pas été rentables dans certains pays. Selon les participants celles-ci seraient rentables si le marché pouvait s'étendre à l'échelle sous-régionale. Il a aussi été suggéré de développer des techniques économiques pour qu'elles soient accessibles aux producteurs. De plus, les questions relatives aux subventions de la consommation de l'eau à des fins agricoles et celles relatives à la différence entre la consommation d'eau par les villes et les campagnes ont aussi été soulevées.

113. Le thème des eaux usées et de leur utilisation a été mis en exergue. En effet, il a été signalé qu'il faut faire la distinction entre les eaux usées brutes et les eaux usées traitées, car ce sont ces dernières qui sont recommandées pour l'agriculture. De même, il est souhaitable d'établir une coordination entre les pays de la sous-région, dans ce domaine, et dans celui de l'établissement de normes des eaux usées traitées, en particulier.

XI. MISE AU POINT ET UTILISATION D'INDICATEURS
APPLICABLES EN CE QUI CONCERNE LA SECURITE
ALIMENTAIRE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE *(point 6.5 de*
l'ordre du jour)

114. En introduisant le rapport CEA/TNG/CDSR/CIE/XVI/8 lequel figure au point 6.5 de l'ordre du jour, le CDSR a fait référence à la Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement qui s'est tenue à Rio, Brésil, en juin 1992 laquelle a mis en évidence deux préoccupations de dimension

internationale, à savoir: la détérioration de l'environnement et l'interdépendance entre le progrès économique à long terme et la nécessité d'une protection de l'environnement. Il a été rappelé que le développement et l'utilisation d'indicateurs de développement durable, comme instruments pour la prise de décision à tous les niveaux et pour l'évaluation du progrès accompli en faveur du développement durable, est une recommandation de l'Agenda 21 dans son chapitre 40.

115. Il a été noté que la première phase du programme d'assistance du CDSR sur les indicateurs de développement durable est concentrée sur une revue de la situation actuelle et les perspectives dans les pays en matière de développement et d'utilisation d'indicateurs dans les différents aspects du développement durable ainsi que sur l'analyse de la pertinence de la liste préliminaire d'indicateurs de développement durable dans le contexte de la sous-région de l'Afrique du Nord. A cet égard, il a été rappelé que le Maroc et la Tunisie ont fait partie des pays-test des indicateurs de développement durable des Nations Unies. Il a été noté que l'expérience de la Tunisie largement analysée dans le rapport, fournit des éléments d'appréciation intéressants sur la problématique des indicateurs de développement durable, et pourrait être mise à profit par les autres pays.

116. L'engagement des pays à développer des stratégies nationales de développement durable et la prise de conscience de la nécessité d'utiliser des indicateurs appropriés dans la formulation des objectifs et dans l'évaluation des performances des stratégies et actions entreprises en vue du développement durable, ont été soulignés.

117. Durant les débats, le Comité a noté avec satisfaction l'initiative prise par le CDSR d'entreprendre des activités sur les indicateurs en vue d'assister les pays de la sous-région dans la mise en place d'un système d'indicateurs pertinents pour la définition de stratégies, politiques et programmes de développement durable et pour l'évaluation des progrès accomplis dans la réalisation de ces objectifs. Le concours efficace et pertinent d'un ensemble de partenaires internationaux dans ce domaine a également été noté.

118. Les participants à la réunion ont souligné la nécessité de mettre à jour le rapport; à cet égard la collaboration des pays a été sollicitée, notamment par la communication des données et informations nécessaires. Des délégués ont souligné que la question du développement durable suscite une profonde réflexion sur l'obligation pour les pays de la sous - région, voire de l'ensemble de la région africaine et méditerranéenne, de reconsidérer la question du traitement du développement durable comme thème stratégique. Cette question devrait être abordée dans sa globalité, en prenant en considération des domaines prioritaires tels que la population, l'agriculture, l'environnement, l'industrie et l'éducation. La question relative à la sécurité alimentaire, laquelle est commune à tous les pays de la sous - région, est très liée à celle du développement durable.

119. La possibilité de définir un programme sous-régional en matière d'indicateurs de développement durable a aussi été évoquée dans la mesure où les

bonnes expériences isolées ne peuvent à elles seules assurer, tant soit peu, la promotion du développement durable dans la sous-région. La nécessité d'une uniformisation des concepts a été notamment soulignée à cet égard.

XII. LA SÉLECTION ET LA PRODUCTION DE PLANTS/SEMENCES CONFIRMES ADAPTES AUX CLIMATS SECS (point 6.6 de l'ordre du jour)

120. En introduisant le rapport CEA/TNG/CDSR/CIE/XVI/9, le CDSR a informé le Comité que le document de projet sur la sélection et production de semis testés pour les climats arides en Afrique du Nord a été préparé à partir d'une idée de projets identifiés par le CDSR dans la ligne des activités qu'il a entreprises dans le cadre de la Convention contre la désertification. Il a aussi été rappelé que le document de projet fait partie d'un ensemble de projets qui ont été soumis au Forum maghrébin pour l'adoption d'un programme d'action sous-régional de lutte contre la désertification au Maghreb, organisé par l'Union du Maghreb Arabe à Alger en septembre 1999. L'importance de l'utilisation de semis et plants déjà testés et adaptés aux climats arides comme moyen de lutte contre la désertification a été notamment mise en exergue dans ce contexte. La contribution potentielle du projet à promouvoir la stabilité rurale, à créer des emplois et à promouvoir des activités génératrices de revenus a également été mise en relief.

121. Le CDSR a également noté que les activités du projet devraient aboutir à la publication d'un document sur les principes directeurs pour la production de semis testés pour les climats arides en Afrique du Nord. La première phase du projet sera consacrée aux activités de recherche, de formation et de test tandis que la deuxième phase consistera en l'expérimentation sur le terrain en vue de la production à grande échelle de semis éprouvés.

122. La collaboration offerte par l'Institut des régions arides (IRA) en Tunisie, l'Institut national de recherche forestière en Algérie et l'Ecole Polytechnique de Madrid pour notamment évaluer la pertinence du projet a été mise en relief. La disponibilité de ces instituts spécialisés à contribuer dans l'exécution du projet a aussi été mise en exergue par le rapport. Le Comité a aussi été saisi de la contribution du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord par des commentaires et des propositions concrètes en qui concerne la formulation du projet.

123. Durant le débat, le Comité a noté que les données et les stratégies de projets en cours dans la sous - région devraient être intégrées dans le rapport de manière à l'enrichir. La nécessité de préciser le rôle de la CEA en ce qui concerne l'élaboration d'études de faisabilité de projets a été soulignée.

124. La question d'entreprendre des projets similaires portant sur les semences alimentaires a aussi été soulevée par le CDSR. A cet égard l'éventualité de mettre

en place un centre de multiplication de semences maraîchères dans la sous-région de l'Afrique du Nord a été suggérée.

125. Le Comité a adopté l'idée de projet contenue dans le document en soulignant la nécessité de réexaminer le projet dans son intégralité et de procéder à une consultation avec les Etats membres pour s'assurer que le projet répond effectivement aux priorités de la sous-région. Il a été recommandé par la suite d'assurer la vulgarisation maximale du projet auprès des pays de la sous-région et des bailleurs de fonds.

XIII. PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PERIODE 2002-2003 *(point 7 de l'ordre du jour)*

126. Le Directeur du SRDC, M. A. Rezig, a informé le Comité du programme de travail du Centre pour la période 2002-2003 contenu dans le document CEA/TNG/CDSR/CIE/XVI/10. Le Directeur a présenté les antécédents qui ont mené à l'élaboration du programme de travail en mentionnant, notamment la retraite de tous les directeurs des CDSR et directeurs de divisions de la CEA organisée par la Secrétaire Exécutif Adjoint de la CEA. Il a alors présenté la nouvelle approche adoptée par la CEA pour la définition du programme de travail et des moyens de sa mise en œuvre.

127. Le Directeur a souligné que ce programme répond aux besoins des pays de la sous-région, exprimés à travers les recommandations, à l'occasion de nombreuses rencontres, séances de travail avec des représentants des pays membres, tels qu'ils ont émergé lors des discussions qui ont eu lieu, y compris avec des bureaux du PNUD dans la sous - région. A cet égard, il a tenu à remercier les efforts de soutien continu de M. Bouna S. Diouf, Représentant résident du PNUD et Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Maroc.

128. De plus, il a rappelé que le message du Secrétaire Exécutif de la CEA ainsi que la participation du Ministre des Transports et de la Marine Marchande du Royaume du Maroc et du Wali de la Wilaya de la région Tanger-Tétouan à cette session du CIE constituent un témoignage particulier du soutien accordé autant par la CEA que par les Etats Membres aux activités du CDSR.

129. Durant le débat, le Comité a noté que le programme de travail du CDSR pour la période 2002-2003 correspond dans une large mesure aux besoins de la sous-région. Cependant, il a été observé qu'il serait utile de revoir le processus d'élaboration du programme de travail de manière à ce que les recommandations du CIE soient davantage prises en considération et incluses dans celui-ci. A cet égard, il a été souligné que les Etats Membres ont la possibilité de faire des commentaires et d'introduire des changements dans le programme de travail du CDSR dans la mesure où celui-ci est soumis à la Conférence des Ministres de la CEA.

130. Le Comité a soulevé la question du suivi des conférences internationales et de la nécessité de l'inclure dans le programme de travail du CDSR. Il a été noté que ce suivi permettrait l'adoption d'une position commune à la sous - région. Pour cela, il a été suggéré que les Etats Membres, qui ne le font pas déjà, pourraient préparer des rapports de suivi et répondre aux questionnaires sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de ces Conférences. Le Comité a suggéré que cette question soit incluse dans le programme de travail sous la section C.3 relative à la participation du Centre aux activités des fonds, programmes et agences du Système des Nations Unies.

XIV. DATE ET LIEU DE LA XVII REUNION DU CIE *(point 8 de l'ordre du jour)*

131. Le Comité a décidé que la XVIIème réunion du CIE se tiendra à Tanger et que la date sera déterminée par le CDSR après consultation avec les Etats Membres.

XV. QUESTIONS DIVERSES *(point 9 de l'ordre du jour)*

132. Aucune question particulière n'a été soulevée à ce niveau du point de l'ordre du jour.

XVI. ADOPTION DU RAPPORT ET CLOTURE DE LA XVI REUNION DU CIE *(points 10 et 11 de l'ordre du jour)*

XVII. COMMUNICATIONS AU CIE

Les communications suivantes ont été présentées au Comité. Des débats ont suivi quelques unes d'entre elles.

Communication sur «Les Initiatives conjointes en Méditerranée des Commissions économiques régionales des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'Europe (CEE) et pour l'Asie occidentale (CESAO). Par Mme. Béatrice Labonne, Conseiller principal du Département des affaires économiques et sociales, Nations Unies.

Durant le débat qui a suivi la présentation, les délégations firent des commentaires sur les aspects positifs des initiatives. Le besoin d'appuyer les petites et moyennes entreprises afin qu'elles puissent développer des liens plus étroits avec l'agro-industrie et le rôle que les chambres de commerce pourraient jouer pour développer des synergies ont été soulignés. A cet égard l'importance de la coopération entre les organisations internationales (CDSR, FAO, DESA) dans l'identification de projets d'assistance technique et des financements pour renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises dans la sous-région s'impose.

Les délégations ont observé que le secteur des énergies nouvelles et renouvelables (ENR) n'est pas suffisamment développé dans la sous-région en raison de la contrainte technologique. Ainsi, la nécessité de créer des centres de recherche technologique pour le développement d'énergies alternatives a été soulignée.

Communication sur les « Études prospectives à long-terme ». Par Dr. Hassan Musa Yousif, African Futures, PNUD, Abidjan.

La présentation a suscité quelques remarques ayant abouti à des propositions concrètes en vue d'enrichir ces études.

Il a été rappelé que pour assurer la durabilité des études prospectives à long terme et la disponibilité des capacités nécessaires pour traduire les visions en réalité il est impératif de former davantage de personnes au niveau de la prise de décision. A ce propos, le Comité a été informé du rôle que l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) joue de par la formation qu'il offre dans le domaine de l'élaboration des études prospectives à long terme et de par les bonnes relations de travail qu'il maintient avec African Futures.

Le Comité a été informé de l'existence en Égypte de l'Institut de Recherche et d'Études Africaines où des études spécialisées sont disponibles. Cet Institut est considéré comme un foyer d'expériences de toutes les questions économiques, sociales et politiques en Afrique.

Il a été souligné la nécessité de promouvoir la collaboration entre les centres d'excellence engagés dans l'élaboration des études prospectives à long terme en vue d'une utilisation optimale des ressources. Il aussi été recommandé d'intégrer la dimension sociale dans les études prospectives à long terme et d'identifier des indicateurs qui puissent refléter cette préoccupation.

✓ Communication sur «l'Investissement dans le monde arabe et en Afrique du Nord en particulier», Mme. Beatrice Labonne,

Cette présentation n'a pas suscité de débat.

ANNEXE I

RECOMMANDATIONS DE LA 16ème REUNION DU CIE AFRIQUE DU NORD

Rapport sur les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord

- Le CIE recommande au CDSR de soumettre le rapport à l'examen du Comité de pilotage des études prospectives à long terme. Ceci permettra de l'enrichir et de servir de base de travail pour le Comité.

Etudes prospectives à long-terme

- Le CIE a convenu que le Comité de pilotage sera constitué conformément à la décision de la réunion du CIE lors de sa quinzième session. Les Etats membres n'ayant pas encore communiqué leurs représentants respectifs au Comité de pilotage pourront le faire dans le courant du mois à venir. Le comité sera alors constitué.
- Le CIE recommande au CDSR d'examiner la possibilité d'organiser un séminaire ou un atelier sur les études prospectives afin de sensibiliser les preneurs de décisions des pays de la sous - région quant à leur importance dans l'élaboration des politiques économiques et sociales.
- Le CIE recommande au CDSR de faire examiner la question de l'emploi dans sa globalité, y compris la phase II de l'étude, par le Comité de pilotage des études prospectives à long terme en vue d'être traitée en tant que thème spécifique des études à long terme.
- Le CIE recommande d'inviter le Comité de pilotage des études prospectives à long-terme, à étudier la possibilité d'élaborer, en étroite collaboration avec le CDSR, une stratégie sous-régionale visant à lutter contre le chômage et qu'une décennie spéciale sur le chômage devrait être envisagée .

Identification et analyse des méthodes et stratégies éprouvées pour réduire les disparités entre les sexes

- La dimension genre doit être intégrée de manière transversale dans tous les secteurs abordés par le CIE et le CDSR-AN. De même, la question du genre devrait figurer de manière continue dans l'agenda du CIE.

- Le CIE recommande au CDSR d'organiser une réunion ad-hoc d'experts des pays de la sous-région sur l'intégration de la dimension genre dans les politiques de l'emploi en Afrique du Nord, y compris en milieu rural. Le PNUD-Maroc a exprimé son soutien dans l'organisation de cette réunion ad-hoc.

Micro - finance

- Le CIE recommande au CDSR d'organiser une rencontre sur la micro-finance en Afrique du Nord. Cette rencontre permettrait de faire connaître, à la lumière des rapports nationaux sur la micro-finance que les pays de la sous - région prépareront, les meilleures pratiques des pays en matière de micro-finance, et de définir les modalités d'intervention auprès des populations cibles, surtout en milieu rural.

Les meilleures pratiques en matière de prévention et d'atténuation des situations de sécheresse et de gestion des eaux pour accroître la sécurité alimentaire en Afrique du Nord

admission 91

- Le CIE recommande au CDSR d'élaborer, pour la prochaine réunion du CIE, une étude approfondie sur ce sujet avec une approche globale en plus des effets environnementaux, avec pour objectif la définition d'un cadre d'action sous - régional. Cette étude se basera sur celles qui ont été menées par les pays de la sous - région et par la FAO, le PNUD, l'AOAD et autres organisations compétentes. Le Comité a favorablement accueilli la disposition de la FAO à contribuer à l'élaboration de cette étude. Les Etats membres sont invités à fournir des informations actualisées sur la question au CDSR.

Mise au point et utilisation d'indicateurs applicables en ce qui concerne la sécurité alimentaire et le développement durable

- Le CIE recommande au CDSR d'organiser d'un atelier sous-régional pour permettre l'échange d'expériences et la dissémination de l'information sur les indicateurs de développement durable. L'atelier pourrait être l'occasion d'examiner le concept et la définition des indicateurs et leurs modes de calcul à titre d'exemple.

Sélection et production de plants/semences confirmés adaptés aux climats secs

- Le CIE recommande au CDSR de mettre au point un programme sous-régional pour le développement de variétés de semences résistantes à la sécheresse et qui soient communes à l'Afrique du Nord.

- Le CIE a adopté l'idée de projet contenue dans le document en soulignant la nécessité de réexaminer le projet dans son intégralité et de procéder à une consultation avec les pays membres pour s'assurer que celui-ci répond effectivement aux priorités de la sous-région. Il a été recommandé par la suite d'assurer la vulgarisation, la plus large possible, du projet auprès des bailleurs de fonds.

Forum sur l'Investissement

- Le CIE recommande au CDSR d'adresser, aux Etats Membres, une note d'information relative aux progrès réalisés par le CDSR dans la préparation du forum. Les Etats membres continueront d'examiner les modalités de contribution à l'organisation du forum. Ce dernier sera organisé à Tanger si dans deux mois aucun pays de la sous-région ne se propose pour sa tenue dans son pays.

Programme de travail du CDSR

- Le CIE recommande au CDSR d'inclure dans le futur programme de travail la question de l'évaluation du suivi des conférences internationales. Il a cité à titre illustratif le Sommet sur la sécurité alimentaire. Le Comité a suggéré que cette question soit incluse dans le programme de travail dans la section C.3 relative à la participation du CDSR aux activités des fonds, programmes et agences du Système des Nations Unies.

Nouvelles questions

- Le CDSR pourrait examiner la possibilité d'effectuer une étude qui ferait le point des réformes du système monétaire et financier introduites en Afrique du Nord et mettrait en valeur certains éléments novateurs de ces réformes.
- Il serait souhaitable que le site web de la CEA soit actualisé de manière régulière vu qu'il permettra de mettre en ligne les rapports, idées et autres documents pertinents du CDSR.
- Pour pallier le manque de ressources financières, le CIE recommande au CDSR d'utiliser des formules novatrices comme la sollicitation (sollicitude) d'apports en nature auprès des Etats Membres et l'envoi à ces derniers de fiches techniques de séminaires ou autres manifestations pour une éventuelle contribution de leur part.

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR DE LA XVI REUNION DU CIE

1. Ouverture de la XVI réunion du CIE
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Rapport sur le suivi des recommandations de la XV réunion du CIE
5. Etude des Conditions économiques et sociales en Afrique du Nord 2000
6. Présentation des rapports et études sur :
 - 6.1. Etudes prospectives à long terme et emploi en Afrique du Nord
 - 6.2. Identification et analyse des méthodes et stratégies éprouvées pour réduire les disparités entre les sexes
 - 6.3. Les meilleures pratiques en matière de micro - crédit pour les femmes et les jeunes
 - 6.4. Les meilleures pratiques en matière de prévention et d'atténuation des situations de sécheresse et de gestion des eaux pour accroître la sécurité alimentaire en Afrique du Nord
 - 6.5. Mise au point et utilisation d'indicateurs applicables en ce qui concerne la sécurité alimentaire et le développement durable
 - 6.6. Sélection et production de plants/semences confirmés adaptés aux climats secs
7. Programme de travail pour la période 2002-2003
8. Date et lieu de la XVII réunion du CIE
9. Questions diverses
10. Adoption du rapport
11. Clôture de la XVI réunion du CIE

ANNEXE III

LISTE DES PARTICIPANTS/ LIST OF PARTICIPANTS

ALGERIE / ALGERIA

M. Nour-Eddine Khendoudi
Conseiller
Ambassade d'Algérie
Rabat (Maroc)
Adresse : 46, Zankat Tarik Ibnou Ziad
Tél : (212 37) 76 54 74 – Fax (212 37) 76 22 37

Mme. Hadia Amrane
Sous-directrice des relations avec les institutions
financières internationales
Ministère des finances
Alger (Algérie)
Adresse : 11, Bd Victor Hugo
Tél : (213-21) 73 94 72 – Fax : 73 35 43

M. Aïssa Halimi
Chargé d'études et de synthèse
Ministère de la solidarité nationale
Alger (Algérie)
Adresse : Alger – Birkhadem - les Vergers
Tél : (213-21) 44 97 62 / 44 99 50 - Fax (213-21) 44 99 51

EGYPTE/EGYPT

Dr. Bayoumi B. Attia
First Under-Secretary, Head of Planning Section
Ministry of Water Resources and Irrigation
Cairo (Egypt)
Address: Kornish El-Nile Imbaba, Post Code 12666
Tel : (202) 313 01 85 – Fax (202) 312 92 57 – Mobile 202 10 585 90 20
E-mail : bmfaopr@link.com.eg

Prof. Azza Okail
Under-Secretary for Ministry of Manpower and Migration,
Member of Egyptian National Council for Women
Cairo (Egypt)
Address: Egyptian National Council for Women
Tel (O): (202) 2609 877 – Tel (H): (202) 2705 232
Mobile: 010 5239 242

Dr. Adel Said Ali
Director-General, Ministry of International Cooperation
Cairo (Egypt)
Tel: (202) 590 46 57 – Fax 591 33 06

Dr. Laila Gad
Unit Manager, Research on Standards of Living
Egyptian Social Fund for Development
Cairo (Egypt)
Address: 24, Hussein Hegazi Street – Kasr El Aini
Tel: (202) 258 23 04 (home) / 366 90 75 (office) – Fax 796 16 60
E-mail: lailagad@hotmail.com and laila_gad@sfdegypt.org

Prof. Sonia Mechref Abu Taleb
Director general
Ministry of International Cooperation
Cairo (Egypt)
Tel: (202) 590 46 57 – Fax 591 33 06 .

LIBYE/LIBYA

M. Abduljalil Alarabi
Counsellor
Bureau de fraternité arabe libyen
Rabat (Maroc)
Adresse: Av. Imam Malik, Km 5.5, route des zaers
Tel: (212 37) 63 18 71/75 – Fax (212 37) 63 18 77/78

M. El Krekshi Mohamed Fakhri
Counsellor, Secretariat of African Unity
Office of the Deputy Secretary for External Trade
Tripoli (Libyan Arab Jamahiriya)
Address : P.O. Box 386
Tel : (218 91) 212 58 53
E-mail: fakhel@yahoo.com

M. Khalil Burawi
Secretariat of African Unity
Office of the Deputy Secretary for External Trade
Tripoli (Libyan Arab Jamahiriya)
Address : P.O. Box 386
Tel/Fax : (218 21) 360 97 52
E-mail : aliburawi@yahoo.com

MAROC/MOROCCO

Mme. Ouafae Ben Abdennebi
Chef de service de la coopération multilatérale
Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle,
du développement social et de la solidarité
Rabat (Maroc)
Adresse : Quartier des ministères
Tél : (212-37) 76 74 79 / 061 18 50 54 - Fax : (212-37) 76 74 79
E-mail : wafaeb@hotmail.com

M. Abdelilah Benryane
Chef du service de la coopération régionale du SNU
Direction de la coopération multilatérale
Ministère des affaires étrangères et de la coopération
Rabat (Maroc)
Tél: (212-37) 76 68 29- Fax (212-37) 76 55 08

M. Abdelhamid Chraïbi
Chef de Division de la coopération internationale
Ministère de la prévision économique et du plan
Rabat (Maroc)
Adresse: B.P. 178
Tél: (212 37) 76 01 04 - Fax : (212 37) 76 00 67
E-mail: h.chraibi@Menara.com.ma

M. Abdelouahed Elgharbaoui
Chef de division, Direction de l'élevage
Ministère de l'agriculture, du développement rural et des eaux et forêts
Rabat (Maroc)
Tél: (212 37) 76 30 29 – Fax (212 37) 76 44 04

M. Khalid El Massnaoui
Chef de division des études prospectives et des projections à moyen terme
Ministère de la prévision économique et du plan
Adresse : B.P. 178
Tél: (212 37) 76 02 91 / (212 63) 04 37 49 - Fax (212 37) 76 45 76
E-mail : Elmassnaouikh@Hotmail.com

M. Ahmed Ghanimi
Administrateur
Ministère de l'enseignement supérieur, de la formation des cadres
et de la recherche scientifique
Rabat (Maroc)
Adresse: Rue Idriss Al Akbar Hassan – B.P. 4500
Tél: (212 37) 73 72 10 – Fax (212 37) 73 72 50

Pr. Driss Guerraoui
Conseiller du Premier ministre
Premier ministère
Rabat (Maroc)
Tél: (212 37) 71 25 00 – Fax (212 37) 76 17 77

M. El Mekki Hammoutou
Chef de service des approvisionnements en facteurs de production
Ministère de l'agriculture
Adresse : B.P. 1387 – DPV
Tél : (212 37) 76 12 75 – Fax (212 37) 76 15 57

M. Abdelmajid Mellouki
Chef de service des relations avec les institutions internationales
Direction du trésor et des finances extérieures
Ministère de l'économie, des finances, de la privatisation et du tourisme
Rabat (Maroc)
Adresse: 19B, rue El Yarmouk, appt 16 - Kénitra
Tel: (212-37) 76 17 08 / (212 64) 55 37 24 - Fax : (212-37) 76 49 50
E-mail : a.mellouki@dtfe.mfie.gov.ma

M. Abdelilah Ouaqouaq
Chef de la division du budget économique
Ministère de la prévision économique et du plan
Rabat (Maroc)
Adresse: Avenue du Maghreb Arabe, Rue Vietnam, Résidence Mekka App.12
Tel: (212 37) 76 54 37 / (212 61) 30 19 30 - Fax : (212-37) 76 45 76
E-mail : A.ouaqouaq@Caramail.com

MAURITANIE/MAURITANIA

M. Horntallah Abdallah
Conseiller du Ministère des affaires économiques et du développement
Nouakchott (Mauritanie)
Adresse : B.P. 238
Tél: (222) 25 20 43 - Fax (222) 29 12 90
E-mail : ucp@mauritel.mr

M. Ould Babetta Mohamed
Conseiller du Ministère du développement rural et de l'environnement
Nouakchott (Mauritanie)
Adresse: B.P. 217
Tél: (222) 29 59 28 - Fax (222) 25 74 75
E-mail : mobabetta_fr@yahoo.fr

SOUDAN/SUDAN

Mr. Sayed Ahmed Abu Gabal
Deputy General Director
Economic Policies and Programs
Ministry of Finance and National Economy
Address: P.O. Box 298, Khartoum (Sudan)
Tél: (249-11) 77 01 57 / 77 41 21 - Fax (249-11) 77 56 30

TUNISIE/TUNISIA

M. Abdelkrim Hajji
Directeur, Ministère du développement économique
Tunis (Tunisie)
Adresse: Place de la monnaie
Tél: (216 1) 24 01 33 / 33 42 09 - Fax (216 1) 35 16 66
E-mail : hajjikarim@yahoo.fr

OBSERVATEURS/OBSERVERS**African Centre For Applied Research & Training in Social
Development (ACARTSOD)**

Dr. Ahmed S. Fituri
Deputy Executive Director
Tripoli (Libyan Arab Jamahiriya)
Address: P.O Box 80606
Tel : (218 21) 483 51 03 / 483 51 20 - Fax : (218 21) 483 50 66
E-mail : fituri_acartsod@hotmail.com

**Arab Authority For Agricultural Investment and Development (AAID)
Arab Regional Office, Dubai**

Mr. Alarabi Mohamed Hamdi
Acting Director, Regional Office
Dubai (U.A.E)
Address: P.O. Box 51250
Tel: (971 4) 22 71 616 / Mobile 050 459 45 25 - Fax: (971 4) 22 71 588
E-mail : aaarabi@emirates.ae

Arab Organization for Agricultural Development (AOAD)

Mr. Ahmed Abouyoub
Chief, AOAD-Rabat Office
Rabat - Chellah (Maroc)
Address: 17, rue Tiddas – B.P. 636
Tel : (212 37) 76 74 76 - Fax : (212 37) 76 04 06
E-mail : aodart@mtds.com

**Association des organisations africaines de
promotion commerciale (AOAPC)**

M. Cheikh Mokhtar
Expert
Tanger (Maroc)
Adresse: Pavillon international, Bd. Mohamed V
Tél: (212 39) 37 44 97 – (212 66) 56 28 20
E-mail : aoapc@mtds.com

**Banque islamique de développement (BID)
(Bureau régional de Rabat)**

Ing. Hani Salem Sonbol
Bureau régional de Rabat
Directeur régional de la BID
Rabat (Maroc)
Adresse : Ave. Imam Malik, Km. 6.4, Souissi
Tél : (212 37) 75 71 91 / 63 63 22- Fax : (212 37) 75 72 60
E-mail : ISDB RRO@Maghrebnet.net.ma

M. Ahmed Ben Ali
Chargé d'opérations, BID
Rabat (Maroc)
Adresse : Ave. Imam Malik, Km. 6.4, Souissi
Tél : (212 37) 75 71 91 / 65 97 51- Fax : (212 37) 75 72 60
E-mail : ISDB RRO@Maghrebnet.net.ma

**Centre africain de formation et de recherche administratives
pour le développement (CAFRAD)**

Mlle. Lizette MICHAEL
Expert
Tanger (Maroc)
Adresse: Bd. Mohammed V - Pavillon International, B.P.310
Tél : (212 61) 30 72 69 - Fax: (212 39) 32 57 85
E-mail : Cafrad@cafrad.org et Cafrad@pchalle.net.ma

M. Mamosi Lelo

Expert

Tanger (Maroc)

Adresse: Bd. Mohammed V - Pavillon International, B.P.310

Tél : (212 61) 30 72 69 - Fax: (212 39) 32 57 85

E-mail : Cafrad@cafrad.org et Cafrad@pchalle.net.ma

Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC)

M. Mamoudou Bocar Sall

Expert chargé d'études

Casablanca (Maroc)

Adresse : Ave. des FAR, Tour des Habous, B.P. 13545

Tél. : (212 22) 31 49 74 / (212 61) 35 25 78 - Fax : (212 22) 31 01 10

E-mail : icdt@icdt.org - mams44@hotmail.com

Institut africain de développement économique et de planification (IDEP)

M. Samuel.A. Ochola

Directeur

Dakar (Sénégal)

Adresse : IDEP B.P. 3186

Tél : (221) 823 10 20 – Fax : (221) 822 29 64

E-mail : idep@sonatel.senet.net - s.ochola@idep.sn

Union du Maghreb Arabe (UMA)

M. Mohamed El Faghih Ould Cheikhna

Chef de Division à la direction financière

Rabat (Maroc)

Adresse : 26-27, rue Okba Agdal - B.P.1310

Tél : (212-37) 77 26 76 / 77 26 68 - Fax : (212 37) 77 26 93

E-mail : uma@mtds.com

NATIONS UNIES

Bureau du Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Maroc

M. Bouna Sémou Diouf

Représentant résident du PNUD

et Coordonnateur résident du système des Nations Unies au Maroc

Rabat (Maroc)

Adresse : Casier ONU - Rabat-chellah

Tél : (212 37) 70 35 55 – Fax : (212 37) 70 15 66

E-mail : fo.mar@undp.org

M. Mohamed Bouassami
Représentant résident assistant PNUD
Rabat (Maroc)
Adresse : Casier ONU - Rabat-chellah
Tél : (212 37) 70 35 55 – Fax : (212 37) 70 15 66
E-mail : mohamed.bouassami@undp.org

Melle Castedon Aranzazu
Chargée de programme au PNUD
Adresse : Casier ONU – Rabat-Chellah
Tél : (212 37) 70 35 55 – Fax : (212 37) 70 15 66
E-mail : fo.mar@undp.org

M. Mohamed Serifi
Consultant PNUD
Projet de lutte contre la pauvreté
Tanger (Maroc)
Adresse : 1, place Ifriquia
Tél/Fax : (212 39) 32 53 67

Nations Unies- Genève

Mme. Béatrice Labonne
Conseiller principal
Département des affaires économiques et sociales (DAES)
Genève (Suisse)
Adresse : Palais des Nations, CH-1211 Genève 10
Tél : (4122) 917 11 55 - Fax (4122) 917 03 72
E-mail : blabonne@unog.ch

Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

M. Amor Ben Romdhane
Représentant de la FAO
Rabat (Maroc)
Adresse : 4, rue Prince Sidi Mohamed, Souissi
Tél : (212 37) 65 43 08 / (212 37) 65 43 38 - Fax: (212 37) 65 45 52
E-mail : FAO/MAR@field.fao.org

M. Mohamed Ghalloudi
Coordonnateur, Unité d'analyse des politiques agricoles
Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord
Tunis (Tunisie)
Adresse : FAO / (SNEP)
Tél : (216 1) 84 75 53- Fax: (216 1) 79 18 59
E-mail : Mohamed.Ghalloudi@fao.org

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) – Tunis

M. Khaled Kaddour
Directeur de la veille stratégique
Institut tunisien des études stratégiques (ITES)
Directeur national du projet « Prospective et planification stratégique »
Tunis (Tunisie)
Adresse : Dar El Hana I, 150, ave. H. Bourguiba –2016 Carthage
Tél : (216 1) 72 71 27- Fax (216 1) 72 73 71
E-mail : ites2@ites.nat.tn

PNUD/African Futures

Dr. Hassan Musa Yousif
Population and Environment Specialist
Abidjan 01 (Côte d'Ivoire)
Address: Immeuble N°zarama, Bd. Lagunaire 2ème étage - P.O. Box 1747
Tel: (225) 20 22 26 69 / (225) 20 22 26 70 - Fax: (225) 20 22 26 64
E-mail: Hyousif@Afr_futures.ci

Programme alimentaire mondial (PAM)

Mme. Anne Marie Waeschle
Représentante du PAM
Rabat (Maroc)
Adresse : Casier ONU, Rabat-Chellah
Tél : (212 37) 76 69 82 / (212 37) 76 69 84 - Fax (212 37) 76 53 66
E-mail : Waeschle@maghrebnet.net.ma

Banque mondiale (BIRD)

M. Karim El Aynaoui
Economiste
Adresse : 7, rue Larbi Ben Abdellah, Souissi
Rabat (Maroc)
Tél : (212 37) 63 60 50 - Fax : (212 37) 63 60 51
E-mail : kelaynaoui@worldbank.org

Organisation non-gouvernementale

Mme. Maria M'Birkou
Présidente de l'Association de lutte contre le SIDA
Tanger (Maroc)
Adresse : Rue Sidi Bouabid, Délégation de la jeunesse et des sports
Tél/Fax : (212 39) 93 33 33

Corps diplomatique

M. Jean-Pierre Bourrel
Consul général de France
Consulat général de France, Tanger (Maroc)
Adresse : Place de France
Tél : (212 39) 93 20 40

M. Mohamed Warzazi
Consul honoraire Pérou
Rabat (Maroc)
Adresse : 153, Av. John Kennedy
Tél : (212 37) 75 62 68 / (212 37) 70 67 12

M. Abdelhamid Guessous
Consul honoraire de Hongrie
Tanger (Maroc)
Adresse : 11, Av. Mohamed V 2^{ème} étage, n° 23
Tél : (212 39) 32 51 28 - Fax (212 39) 32 51 29

Délégations régionales (Tanger)

Mme. Fatima Aqalqol
Chef de service à la délégation régionale du Ministère des transports et de la marine
marchande
Tél : (212 39) 93 94 15 - Fax: (212 39) 93 94 32

M. le Délégué régional
Délégation régionale du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle,
du développement social et de la solidarité
Adresse : Pavillon international, Bd. Mohamed V
Tél : (212 39) 94 18 08 / (212 39) 34 12 00

M. Oumimoune Slimane
Délégué régional du Ministère de l'artisanat
Adresse : B.P. 2126
Tél : (212 39) 93 31 00

M. Abdelaziz Maalmi
Délégué régional du Ministère de la prévision économique et du plan
Tél : (212 39) 94 01 98 - Fax (212 39) 94 08 93

M. Ahmed Kuskusi
Chef du service commerce
Délégation du Ministère du commerce et de l'industrie
Adresse : B.P. 1035
Tél : (212 39) 94 60 26

M. Saâd Bouhouch

Direction provinciale du Ministère de l'agriculture, du développement rural
et de la pêche maritime

Adresse: B.P. 405

Tél : (212 63) 12 91 71

M. Fouad Touil

Cadre, Direction provinciale du Ministère de l'agriculture, du développement rural
et de la pêche maritime

Adresse: B.P. 405

Tél : (212 39) 94 02 06

M. Zouhair Mahmoudi

Inspecteur du tourisme à la Délégation de Tanger

Adresse :

Tél : (212 39) 94 80 50

M. Oumallani Mohamed

Directeur régional de l'habitat

Adresse : rue Ibn Toumart

Tél : (212 61) 24 80 42 / (212 39) 94 68 17 - Fax (212 39) 94 68 71

E-Mail : moumallani@sch.gov.ma

M. Abdelghani Benmassaoud

Délégué de la jeunesse et des sports

Adresse : 20, Motamid Ben Abbad

Tél : (212 39) 94 90 62 – Fax (212 39) 93 58 64

M. El Khoutabi Mohamed

Délégué du Ministère de l'éducation nationale

Adresse : Délégation du Ministère de l'éducation nationale

Tél : (212 39) 94 00 28 – Fax (212 39) 94 37 72

M. Mohamed El Akhiri

Délégué régional de l'énergie et des mines

Adresse : B.P. 1140

Tél / Fax (212 39) 94 26 04

M. Chikri Nouredine

Chef de service Eau

Direction régionale de l'équipement

Adresse : Direction régionale de l'équipement

Tél : (212 39) 32 51 11 / (212 62) 59 16 38

AUTRES REPRESENTANTS**Chambre de commerce**

M. Pierre Martin Dupont

Délégué régional

Chambre française de commerce et d'industrie au Maroc

Casablanca (Maroc)

Adresse : Chambre française du commerce et d'industrie
15, ave. Mers Sultan

Tél : (212 22) 20 90 90 - Fax (212 22) 20 01 30

Tél/Fax: (212 39) 93 91 90 (Tanger, Maroc)

E-mail : cfcim@techno.net.ma

Forum des résidents et entrepreneurs marocains à l'étranger

M. Belkacem Boutayeb

Directeur général

Casablanca (Maroc)

Adresse : Bd. Bir Anzarane, Tour Kuwait - Complexe Romandie 2

Tél : (212 61) 41 17 17 – Fax (212 22) 33 85 26

E-mail : bmboutayeb@hotmail.com

Secrétariat CEA/ ECA Secretariat

M. Halidou Ouedraogo

Chief, SRDC Coordination Unit

UN-NADAF Secretariat, COES

Nations Unies - Commission économique pour l'Afrique

Adresse : UNECA, P.O. Box 3001 - Addis Ababa, Ethiopia

Tél : (251-1) 51 04 68 ou 44 34 18 - Fax : (251-1) 51 04 68

E-Mail : hued@yahoo.org ou huedraogo@uneca.org

M. Geoffrey Mwau

Conseiller régional

Division des politiques économiques et sociales

Nations Unies - Commission économique pour l'Afrique

Adresse : UNECA, P.O. Box 3001 - Addis Ababa, Ethiopia

Tél : (251-1) 44 53 35 – Fax: (251-1) 51 46 00

E-mail : Mwau@uneca.org

Secrétariat CDSR/ SRDC Secretariat

Adresse : Pavillon International, Bd. Mohammed V – BP.316 - Tanger
(Maroc)

Tél : (212 39) 32 23 45/ 46 /47 - Fax : (212 39) 34 03 57

E-mail : srdc-na@uneca.org

M. Abdelouahab Rezig
Directeur du CDSR

M. Patrick Bugembe
Economiste principal

Mme. Aimée Andrianasolo
Economiste

Mme. Semia G. de Tapia
Economiste

M. Thomas Goggin
Chargé de l'administration et des finances

M. Gaafar M. El Bushra
Traducteur / Interprète

**MOTION DE REMERCIEMENTS
A SA MAJESTE LE ROI MOHAMED VI
AU GOUVERNEMENT ET AU PEUPLE MAROCAINS**

A l'issue des travaux de la seizième réunion du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, tenue du 13 au 16 mars 2001, à Tanger, les délégations des pays membres et l'ensemble des participants ont le privilège d'adresser à Sa Majesté le Roi Mohammed VI, leur profonde gratitude pour sa haute sollicitude et leur vifs remerciements au Gouvernement et au peuple marocains pour la qualité de l'accueil et l'hospitalité qui leur ont été réservés, ainsi que pour toutes les facilités dont la contribution a été déterminante pour la réussite des travaux du Comité.

La réunion exprime également sa gratitude à Monsieur le Ministre des transports et de la marine marchande du Royaume du Maroc, Monsieur Abdesselam Znined et à Monsieur le Wali de la région de Tanger-Tétouan, Monsieur Mahdi Alaoui, pour avoir bien voulu rehausser de leur présence la séance d'ouverture de cette session, ce qui a été ressenti comme un grand encouragement, à tout mettre en œuvre pour que les travaux de la réunion aboutissent à des résultats à même de répondre aux aspirations des Etats membres et des populations d'Afrique en général et d'Afrique du Nord en particulier.